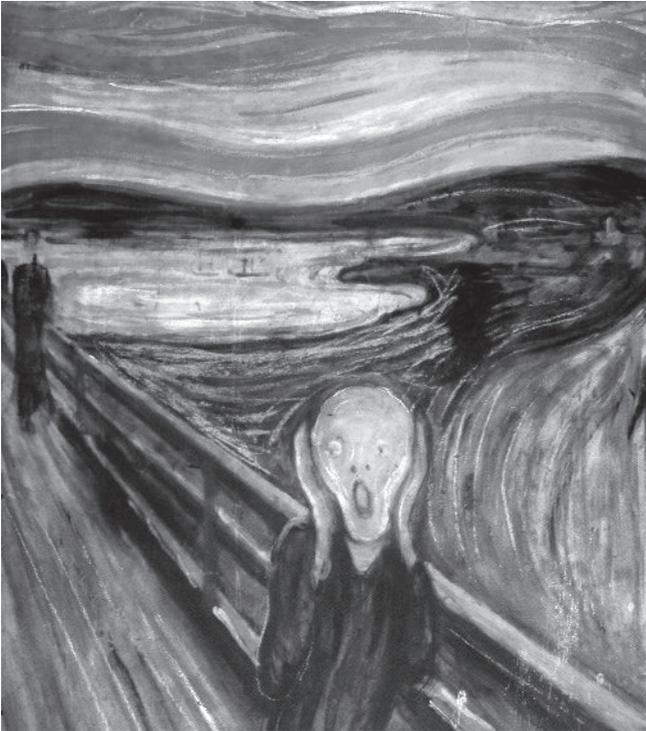


ETAT, NATION, RELIGION...

TROIS PILIERS DE LA DOMINATION MONDIALE



Edition : janvier 2015

« Il y a trois espèces de despotes.
Celui qui tyrannise les corps.
Celui qui tyrannise les âmes.
Et celui qui tyrannise les corps
et les âmes. Le premier, c'est le
prince. Le second, c'est le pape.
Et le troisième, c'est le peuple. »

« Aphorismes »
Oscar Wilde

Prix en librairie: 1 euro

Préambule

L'article que je réédite fut publié en 1997, dans le premier numéro de la revue « Oiseau-tempête ». Il me semble important d'en reprendre la diffusion car il traite de la question centrale de l'Etat et du nationalisme, en particulier de l'Etat nation à la française. Lequel serait porteur, aux dires de ses apologistes, de valeurs républicaines, émancipatrices et de portée universelle, désormais menacées, après d'autres ennemis autrefois, par les jihadistes. C'est autour de telles valeurs qu'il faudrait faire bloc au nom de la « lutte contre le terrorisme islamiste ». Terrorisme porté ici par des adeptes nihilistes de l'Islam, en général issus des banlieues déshéritées, qui sèment, après quelques séjours en Syrie et ailleurs, la destruction au cœur même de la métropole, fusse au prix de leur vie. Par exemple pour venger le Prophète caricaturé.

Mais, quelle que soit la répulsion que de tels actes, et d'autres, antisémites, effectués par des fous de Dieu, m'inspirent, je n'accepte pas le chantage à la compassion auquel se livre le locataire de l'Elysée et l'ensemble des supporters de l'Etat hexagonal, à commencer par les journalistes. Leur unanimité prend de telles proportions qu'il rappelle de fâcheux antécédents, tels que l'union sacrée à la veille de la Première Guerre mondiale. Avec aujourd'hui, en prime, la dimension d'union sacrée planétaire contre le terrorisme qui est la marque de fabrique du capitalisme globalisé. L'utilisation des émotions, à commencer par la peur, afin de sanctifier et de consolider les modes de domination est antédiluvienne. Elle constitue, depuis belle lurette, le fond de commerce des castes sacerdotales et des Etats. Dans « Le viol des foules par la propagande politique », rédigé vers 1950, Tchakhotine rappelle, à partir de l'histoire du nazisme, que les Etats vainqueur de la Seconde Guerre mondiale héritèrent de sa propension à mobiliser les émotions, y compris les plus viles et les plus irrationnelles, pour épauler la raison d'Etat lorsque les modes d'argumentation rationalistes, issus des Lumières, n'y suffisaient plus. C'est ce qui arrive aujourd'hui en France, en particulier au cours des manifestations consacrées à rendre hommage aux victimes sacrifiées sur l'autel de la « liberté d'expression » et des autres « valeurs républicaines », où l'on défile avec des mines compatissantes, bougies au poing comme à Lourdes. Ce qui montre que l'Etat laïque est l'héritier, sous des formes profanes, du christianisme, monothéisme dont les prétentions sont aussi despotiques que celles des autres, islam compris. Mais entre les émotions ainsi manipulées et la peste émotionnelle, il n'y a pas de muraille de Chine. A spéculer sur elles, le pouvoir d'Etat favorise l'apparition d'actes inqualifiables qu'il

condamne, en toute hypocrisie républicaine, à commencer par des attaques de boutiques tenues par des musulmans.

En France, rien ne révulse plus les citoyens laïques que les fanatiques religieux, ici islamistes, qui vont jusqu'à tirer dans le tas pour cause de blasphème. Pas plus qu'ils ne comprennent que ceux-ci se réfèrent, pour donner sens à leurs actions, à l'époque où les califes, à titre d'héritiers du Prophète, rêvaient de dominer le monde. Bien sûr, la conquête et la soumission de l'ensemble des terres non musulmanes ne sont pas réalisables, encore moins aujourd'hui qu'hier, à moins de croire que les tendances propres au capitalisme globalisé vont disparaître par magie. Les leaders du jihadisme, contrairement à ce qu'imaginent parfois les troupiers fanatisés qu'ils envoient ou renvoient dans les Etats qui jouent encore en partie le rôle de centre du capitalisme, n'ont pas l'intention de créer quelque Etat territorial centralisé, englobant de vastes territoires. Au plus, leur théocratie prendra la forme mafieuse, instable et peut-être éphémère de l'Etat islamique en Syrie. Ils savent comment tourne le monde actuel et ils en tiennent compte, quelles que soient les rêves de domination universelle propres au mythe fondateur dans lequel ils puisent en partie leur puissance. Ils combinent politique et théologie. Ils participent, à leur façon, à la gestion du monde issu de la fin de la Guerre froide. Ils n'y sont pas étrangers.

Les mêmes citoyens qui repoussent avec dégoût le terrorisme, sous les traits de l'islamisme, ne le reconnaissent plus lorsqu'il prend la figure plus familière à leur yeux du républicanisme, la figure du terrorisme d'Etat. Ainsi, ils sont horrifiées par la vidéo qui, entre autres vidéos morbides, montre l'un des policiers, déjà blessé et neutralisé, achevé au sol par le commando des vengeurs du Prophète. Commando qui, jusqu'à la dégaine, ressemble à n'importe quel groupe de prétoriens de l'Etat, à qui est confié, paraît-il, la tâche de combattre les « terroristes ». Ils ont la mémoire courte quand ça les arrange, les citoyens. Pour prendre l'exemple le plus emblématique, à l'époque de la présidence Mitterrand, c'est bien le 11^e Choc, commando chargé des basses besognes de la raison d'Etat, qui acheva les blessés indépendantistes, voire assassina les prisonniers indemnes et menottés, à Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, en 1988, non ?

Alors, assez de phrases compatissantes, à la façon des moralistes chrétiens, sur le caractère « sacré » de la vie humaine. Comme si l'Etat, ici laïque et républicain, n'était pas synonyme de coercition et de violence, à l'occasion implacable, contre ceux et celles qui n'acceptent pas le joug. Et si les actes des jihadistes me sont étrangers, ce n'est pas parce qu'ils sont étrangers au monde « civilisé » que des « barbares » venus d'ailleurs mettraient en péril, ou parce que toute violence contre ce monde est condamnable en principe. Mais parce qu'ils sont bien de ce monde, au contraire, de tels actes. ■

André Dréan, janvier 2015

L'Etat nation et le nationalisme

En cette fin de siècle, il est difficile de faire l'impasse sur le déferlement d'exigences nationalistes. Le nationalisme semble être devenu l'idéologie de masse la plus partagée dans le monde. Tous les Etats sont aujourd'hui reconnus comme nations même lorsque, à l'évidence, ils ne correspondent pas au modèle de l'Etat nation qu'ils disent incarner. Rien n'indique que la multiplication des nationalismes et des Etats va prendre fin dans le proche avenir. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la triste époque dans laquelle nous vivons : plus que jamais le capitalisme tend à s'affranchir des limites qui l'entravent, en particulier des limites constituées par les frontières. Mais la crise du modèle de l'Etat nation qui accompagne l'affirmation du caractère supranational du capitalisme, loin d'effriter les fondations du nationalisme paraît au contraire les avoir consolidées. En même temps, le nationalisme d'aujourd'hui, par bien des côtés, n'est pas la simple reconduction de celui d'hier. Pour nous opposer à l'appel empoisonné des nationalistes, quels que soient les costumes de scène qu'ils endossent, nous ne pouvons nous contenter des banalités de base de la critique. Il est nécessaire de réfléchir par nous-mêmes sur la situation sans précédent à laquelle nous sommes confrontés. En ce sens, l'étude d'Hobsbawm, « Nations et nationalismes depuis 1780 »* est l'un des rares livres qui puissent nous donner des indications. Même s'il flirte parfois trop avec les conceptions des adeptes du matérialisme historique – pour lui, les Etats centralisés comme l'URSS auraient eu au moins le mérite de contenir les tendances séparatistes –, il est loin d'en rester à leur rabâchage sclérosé sur cette question maudite. Ici, nous avons choisi de dégager quelques pistes, indispensables à notre propre réflexion.

LE MONDE À L'ENVERS DE L'IDÉOLOGIE NATIONALISTE

Le mérite d'Hobsbawm est de renverser la perspective du nationalisme. Pour les nationalistes, les nations sont des entités, sinon immuables, du moins universelles, qui expriment les besoins génériques des êtres humains d'être associés et identifiés à des communautés historiques stables. Il en découle qu'il serait possible de donner des

* Editions Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1992.

L'ÉTAT NATION ET LE NATIONALISME

définitions générales du phénomène national, communes à n'importe quelle phase de l'histoire humaine. La nation pourrait être définie par des critères objectifs (le territoire, la langue, la culture, voire l'économie...) et même par des critères subjectifs (la conscience de partager telles valeurs identitaires, la volonté de les réaliser...). Bref, pour les nationalistes, la nation est définissable a priori et la formation de l'Etat national ne ferait que sanctionner a posteriori l'aspiration populaire à la constituer. Hobsbawm montre qu'il n'en est rien. Le terme même de nation est antédiluvien, mais le sens a évolué au cours de l'histoire. Il n'y a rien de commun entre, par exemple, la nation des écoliers de la Sorbonne à l'époque de la Renaissance au XVI^e siècle, expression synonyme de corporation, et la nation qui est apparue, à l'époque des révolutions au XVIII^e siècle.

En réalité, les nations sont des phénomènes historiques récents. Le monde réel des nations n'a rien à voir avec le monde à l'envers des nationalistes. L'histoire effective montre que, en règle générale, les nations sont façonnées par les Etats et les nationalistes et non l'inverse. Dans l'histoire, l'apparition de l'Etat a précédé celle de la nation, mais la notion même d'Etat nation, plus récente, montre la liaison intime entre les deux. Dissociée de l'Etat, la nation perd toute consistance, quelles que soient les tentatives des prétendus nationalistes révolutionnaires pour démontrer le contraire. Du caractère historique du phénomène national, il découle que les fameux critères immuables sont soumis à des révisions presque constantes. En réalité, à chaque crise que traverse l'histoire des nations, c'est la raison d'Etat qui tranche dans le vif.

L'ÉTAT NATION ET LES JACOBINS

La nation, au sens moderne du terme, est apparue pour la première fois à l'époque de la Révolution française. Là fut pensée et mise en œuvre la conception bourgeoise jacobine de l'Etat nation, en particulier en ce qui concerne les notions de territoire et de frontière. Pour les jacobins, la définition de la nation était liée à celle de l'Etat, Etat territorial, non morcelé et indivisible. Elle reposait sur la souveraineté du peuple, lequel était censé avoir arraché le pouvoir d'Etat des mains de l'individu souverain, le monarque, pour l'exercer par le biais des délégués à la Convention. Le critère de la nationalité était donc la citoyenneté. Hobsbawm souligne avec raison que la conception que les sections de sans-culottes avaient de la nation dépassait quelque peu le cadre de la définition jacobine. Car les révolutionnaires des sections étaient hostiles aux aristocrates, mais aussi aux bourgeois, accapareurs des biens féodaux, spéculateurs sur les fournitures à l'armée, etc. Ils se considéraient comme le fer de lance de la révolution européenne et aspiraient à l'étendre au-delà des frontières.

Les jacobins, eux, héritaient de la centralisation de l'Etat, bien entamée sous la monarchie absolue qui définissait l'Etat comme entité territoriale, limitée par des

L'ÉTAT NATION ET LE NATIONALISME

frontières qui ne recouvraient déjà plus les domaines de l'aristocratie. Ils parachevèrent l'œuvre centralisatrice de la monarchie. Ils firent de l'Etat nation la communauté en quelque sorte générique, face à laquelle les antiques communautés étaient vues comme des entraves à la réalisation de la citoyenneté. Dans leur esprit, le pacte social reposait sur l'adhésion des individus présumés émancipés, les citoyens, aux valeurs de l'Etat républicain. Par suite, pour les étrangers, l'acquisition de la nationalité française était possible, mais selon les modalités de l'assimilation des mêmes valeurs. Les critères culturels, linguistiques, économiques, etc. qui prirent de l'importance par la suite étaient présents à l'époque jacobine. Le manque d'homogénéité entre les citoyens, dans tous les domaines de leur vie non politique, ne pouvait que miner, à long terme, la puissance de l'Etat central. Mais ils étaient subordonnés au critère politique : le statut de citoyen.

LA NATION ET L'ÉCONOMIE LIBÉRALE

Néanmoins, même en France, pour la bourgeoisie de la fin du XVIII^e siècle, la mainmise sur le pouvoir d'Etat n'était que le prélude à la consolidation de la puissance qui lui était propre : l'économie. Dès l'aube de l'industrialisation, les apôtres de l'économie politique, en Angleterre, ne tenaient pas compte des phénomènes nationaux. Pour les plus doctrinaires d'entre eux, même l'existence de territoires limités par des frontières d'Etat apparaissait comme antagonique avec la libre concurrence, condition primordiale de la libre accumulation du capital. Dans leur esprit, le territoire sur lequel le capital global opérait était le marché mondial en cours de constitution, champ de bataille entre les capitaux particuliers. Néanmoins, ils étaient bien obligés de reconnaître que l'accumulation du capital, comme phénomène concret et non pas comme idée abstraite, s'effectuait à partir de pôles déterminés, en gros à partir des Etats nations d'Europe en formation.

En fin de compte, aucun d'entre eux ne niait les avantages que pouvaient présenter les Etats et les colonies qui y étaient rattachées, avantages hérités des guerres mercantiles pour le contrôle du marché mondial entre les monarchies européennes. Les Etats centralisateurs constituaient autant de serres chaudes à l'abri desquelles le capital pouvait proliférer à condition qu'ils en stimulent l'accumulation par des mesures appropriées. Même les libres échangistes les plus fanatiques n'ont jamais voulu détruire les fonctions économiques des Etats. D'où l'invention du concept d'économie nationale pour tenir compte de l'existence des Etats. Hobsbawm a raison d'affirmer que, dans les zones développées du capitalisme, la constitution de nations qui reposaient sur la combinaison Etat/économie nationale fut l'un des phénomènes essentiels du XIX^e siècle. Mais la nation était reconnue comme entité viable à condition qu'elle soit compatible avec le progrès, le progrès de l'accumulation et de la centralisation du ca-

L'ETAT NATION ET LE NATIONALISME

pital. A l'époque, le principe des nationalités du libéralisme n'était donc pas inconditionnel. Il excluait nombre de zones encore peu touchées par le capitalisme et, en particulier en Europe, des régions qui étaient déjà partie intégrante des Etats centralisés.

NATION ET CULTURE

Il est peu connu que les critères culturels, linguistiques et raciaux de la nationalité sont apparus assez tard et qu'ils ne sont devenus décisifs qu'au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, en Europe. Hobsbawm souligne que l'identification de la nationalité à la langue n'a joué à l'origine que pour les lettrés qui, comme dans l'Allemagne morcelée en principautés jusqu'à la constitution du Reich, n'avaient en commun que la langue littéraire, vecteur principal de la diffusion de la culture à prétention nationale, langue qui leur servit ensuite pour investir l'appareil d'Etat. De façon générale, les langues, qui devaient accéder plus tard au statut de langues nationales, ne pouvaient jouer alors que des rôles très modestes, pour ne pas dire nuls, dans la formation de la conscience nationale des illettrés, à peine issus du Moyen Age dans la majeure partie de l'Europe. Il en est de même pour la culture. Il est certain que les nationalistes, pour avoir l'aval des populations qu'ils courtoisaient, tentèrent de plus en plus de spéculer sur des traditions, les coutumes, les langues, les religions, etc. auxquelles elles pouvaient parfois s'identifier. De là le mythe nationaliste de la communauté de culture, y compris religieuse, stable et même étrangère au brassage des populations et des cultures. En quelque sorte préétablie, elle n'aurait attendu que des conditions favorables pour apparaître au grand jour sous la forme de l'Etat national. Hobsbawm rappelle d'ailleurs que, parmi les principaux inventeurs du nationalisme culturel et linguistique, certains provenaient de la maison marxiste confrontée au problème des nationalités dans l'empire d'Autriche-Hongrie en pleine décomposition à la fin du XIX^e siècle. Mais, il n'y a pas eu, en règle générale, de continuité entre les facteurs hétérogènes du protonationalisme populaire, comme il l'appelle, et ceux, homogènes, propres à l'Etat nation. En réalité, les langues nationales furent des créations à moitié artificielles, qui n'avaient parfois que des relations lointaines avec les langues vernaculaires qu'elles prétendaient représenter et standardiser. Leur diffusion était impensable sans la généralisation de l'instruction de masse, bref, sans l'intervention de l'Etat. C'est par la suite, lorsque l'homogénéité en matière de langue et de culture sous l'égide de l'Etat commença à devenir effective, qu'elles devinrent des critères centraux de la définition de la nation.

LE NATIONALISME COMME PHÉNOMÈNE DE MASSE

Pour Hobsbawm, il n'est pas question de nier que le nationalisme, au cours de la période qui va de la Commune à la Grande Guerre, ait pu, peu à peu, s'affirmer

L'ÉTAT NATION ET LE NATIONALISME

comme phénomène de masse, en Europe, puis ailleurs. L'élargissement de la base du nationalisme, en particulier de la variante culturelle, linguistique et raciale, était à l'évidence lié à la modification de la structure de classe de la société. L'industrialisation des Etats d'Europe, nationaux ou multinationaux, disloquait ce qui restait de la société antérieure, accélérail le dépeuplement des campagnes et la croissance des villes, engendrait des migrations et des brassages de population sans précédent, etc. En Europe, le nationalisme, dès la fin du XIX^e siècle, apparaît de plus en plus comme la réaction des couches moyennes rurales paupérisées, menacées de disparition, et des couches moyennes urbaines déstabilisées par la Grande Dépression de la fin du siècle dernier. De telles couches étaient terrorisées par la montée des classes dangereuses et recherchaient des boucs émissaires pour expliquer leur malheur : les étrangers assimilés parfois à des dangereux révolutionnaires. Le nationalisme trouvait refuge dans les bras des monarchistes, des cléricaux et des racistes qui, tous, communiaient dans la haine de la révolution. Mais les classes dangereuses, en particulier la classe ouvrière, n'étaient pas insensibles à l'appel du nationalisme. Hobsbawm signale l'un des principaux paradoxes de l'époque. La classe ouvrière était certes hostile à la bourgeoisie. Mais elle revendiquait aussi d'être reconnue comme partie intégrante de l'Etat. Les ouvriers aspiraient à bénéficier du statut de citoyen. Or, l'idée de citoyenneté était liée à celle de nationalité, en particulier en France. La démocratisation pouvait donc aider les Etats à résoudre les problèmes d'acquisition de légitimité aux yeux de leurs citoyens, y compris lorsque ces derniers les contestaient. Le nationalisme pour être républicain n'en restait pas moins du nationalisme. La contradiction éclata lorsque, dès la déclaration de guerre, les mêmes ouvriers qui avaient parfois combattu ferme la bourgeoisie furent saisis de ferveur patriotique pour la défense de leur patrie respective. Au début, du moins.

LE WILSONISME ET LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

D'après Hobsbawm, la Première Guerre mondiale et la paix de Versailles constituèrent des étapes décisives dans l'histoire du nationalisme. D'abord, les lendemains de Versailles donnèrent l'occasion d'appliquer le principe des nationalités définies par Wilson, principe d'ailleurs partagé par Lénine et les héritiers du marxisme-léninisme. Le principe wilsonien ne différait pas dans le fond du principe libéral. Il exigeait aussi que les frontières d'Etat et les frontières de nationalités, culturelles et linguistiques, coïncident. Mais il abandonnait la notion de seuil : quelle que soit leur taille, les communautés, ainsi définies comme nations potentielles, devaient avoir la possibilité de former l'Etat territorial de leur choix, grâce auquel elles exerceraient leur souveraineté. Hobsbawm fait remarquer avec finesse que l'autodétermination wilsonienne ne fit qu'aggraver la situation. En Europe, elle ne fut mise en œuvre qu'avec l'accord des

L'ÉTAT NATION ET LE NATIONALISME

Etats victorieux, en règle générale à titre d'Etats tampons contre la poussée révolutionnaire venue de l'Est. Mais, vu l'imbrication des communautés et leur dispersion sur des territoires non connexes, le principe de la coïncidence territoriale entre Etat et nation n'a pu être réalisé que par la violence intercommunautaire, parfois poussée au paroxysme, associée à celle de l'Etat. Réalisé, le nationalisme des minorités nationales d'Europe apparut aussi réactionnaire que celui des Etats multinationaux dont elles avaient été parties intégrantes.

Ensuite, les lendemains de Versailles révélèrent l'extension de la zone d'influence du nationalisme aux colonies. Tous ceux qui prétendaient agir au nom des peuples opprimés dans les empires coloniaux parlaient en nationalistes. Hobsbawm montre qu'ainsi, ils adoptaient désormais la langue des Etats oppresseurs qu'ils affirmaient combattre. En réalité, les futurs leaders visaient à constituer des Etats à partir des zones colonisées. Les territoires qu'ils présentaient comme des entités nationales potentielles, en fonction des critères wilsoniens, voire marxistes-léninistes, étaient des créations récentes de la conquête coloniale, en particulier du partage du monde entre les Etats colonisateurs d'Europe, à l'exception notable de la Chine et de quelques autres Etats asiatiques antédiluviens. Les zones coloniales ne pouvaient être identifiées au modèle territorial de l'Etat nation. Les élites nationalistes, éduquées à l'occidentale, en étaient elles-mêmes à moitié conscientes puisque, comme le rappelle Hobsbawm, elles déploraient l'indifférence, voire l'hostilité, envers l'idée nationale des populations qui étaient l'objet de leur propagande. Elles attribuaient leur échec à la politique des colonisateurs qui utilisaient le tribalisme millénaire des peuples colonisés. Mais le succès relatif du « diviser pour régner » prouvait a contrario que l'attachement des diverses populations n'allait pas encore à la communauté nationale imaginée par les élites, mais aux multiples formes de communautés traditionnelles. Néanmoins, avec la pénétration du capitalisme dans les colonies et la décomposition concomitante de telles communautés, des réactions, parfois insurrectionnelles, contre les oppresseurs étrangers et les compradores locaux commencèrent à apparaître. Les nationalistes avaient désormais la possibilité d'utiliser le potentiel de révolte à condition de modifier quelque peu leur programme et leur langage. Il devenait indispensable de tenir compte des aspirations confuses des populations s'ils voulaient leur faire jouer le rôle de chair à canon de l'idéal national.

MARXISME-LÉNINISME ET NATIONALISME RADICAL

Pour Hobsbawm, la victoire apparente de la révolution russe fut décisive sur le cours du nationalisme. La participation de l'URSS et des partis qui lui étaient inféodés à la Seconde Guerre mondiale, présentée comme guerre de libération contre le fascisme, l'assimilation du fascisme à la trahison de la nation, en particulier en France,

L'ETAT NATION ET LE NATIONALISME

etc., accélèrent les retrouvailles entre le nationalisme et le marxisme-léninisme. En effet, les nationalistes qui aspiraient à créer des Etats indépendants ne pouvaient manquer de voir dans les prétendus Etats socialistes, qui affirmaient être les défenseurs de toutes les nations opprimées par les Etats impérialistes, leurs alliés privilégiés. Même en Europe, les séparatistes en vinrent à adopter l'idéologie marxiste-léniniste qui tranchait avec leur généalogie, marquée par leur association avec le cléralisme, le royalisme et même le fascisme. Elle leur permettait de troquer leurs costumes défraîchis pour ceux de nationalistes révolutionnaires, plus aptes à capter l'attention des populations désorientées dans la mesure où ils leur promettaient de combiner libération nationale et sociale. Même ceux qui n'étaient pas inféodés à Moscou apparaissaient ainsi sur la scène de la lutte contre l'impérialisme, en particulier celle contre l'hégémonisme américain, bien que, dans la réalité, ils n'aient jamais voulu autre chose que l'adaptation du modèle de l'Etat nation aux conditions locales au sein desquelles ils opéraient. La suite le prouva à l'évidence. La décolonisation, même lorsqu'elle ne fut pas réalisée avec la bénédiction des Etats coloniaux, mais à la suite de révoltes avortées, comme en Algérie, montra quel était le sens réel de leur phraséologie révolutionnaire : prendre le pouvoir d'Etat et tenter de construire à l'échelle locale, sur la base de la nationalisation de secteurs clés de l'économie, quelque chose d'assez proche en principe du modèle européen de l'économie nationale. Dans la plupart des cas, de telles mesures ne permirent même pas d'améliorer la situation des populations concernées et d'échapper à la tutelle des maîtres du marché mondial. Pour le reste, comme les Etats issus de la décolonisation étaient assis sur des mosaïques de communautés culturelles, linguistiques, religieuses ancestrales, ils héritaient de toutes leurs contradictions, en particulier des luttes entre chefs de clan pour monopoliser le pouvoir, sans compter les multiples frictions entre Etats liées à la rectification des frontières coloniales.

LE NATIONALISME AUJOURD'HUI

A l'aube du troisième millénaire, marquée par l'implosion de l'Etat soviétique et des Etats satellites, il paraît étrange qu'Hobsbawm insiste sur le déclin du nationalisme. C'est que, face à la multiplication d'Etats à prétention nationale et à l'exacerbation des haines nationales, il tient à souligner l'impasse que constitue le modèle de l'Etat nation. La nation, qui passe toujours pour quelque chose de très concret, est en réalité devenue très abstraite. L'identification à la représentation nationale est de plus en plus imaginaire et personne, pas plus les simples citoyens que les chefs d'Etat, n'est capable d'expliquer ce que l'appartenance nationale veut dire, sinon l'exclusion d'autrui. L'Etat nation et le nationalisme sont en crise, en particulier dans leur version wilsonienne et marxiste-léniniste, crise d'ailleurs à moitié avouée par les leaders nationalistes qui abandonnent peu à peu, sous n'importe quelle latitude, les références précédentes, en

L'ETAT NATION ET LE NATIONALISME

particulier le couple Etat/économie nationale, pour spéculer sur des identifications, plus ou moins effectives, à l'ethnie, à la culture, à la langue, à la religion, voire à la race. Car, vu les mutations catastrophiques et sans précédent du capitalisme mondial, les composantes traditionnelles du nationalisme, la composante économique en premier lieu, qui favorisaient l'identification des populations à leur Etat perdent de leur force même si elles ne disparaissent pas en totalité. La mondialisation accélérée du capital, sur fond de désagrégation et de transformation rapides des structures sociales, permet à ce dernier de transgresser les limites des Etats nationaux. Il favorise même la multiplication de minuscules Etats, voire d'Etats cités comme Singapour, qui sont des pôles d'accumulation et de circulation des capitaux. Par suite, il ne reste pas grand-chose du programme nationaliste, sinon de très vagues références à des communautés et à des traditions plus ou moins inventées et, parfois, l'illusion de pouvoir renouer avec le modèle préwilsonien.

Voilà ce qui distingue les fondamentalistes religieux des nationalistes laïques. Les fondamentalismes ont aujourd'hui le vent en poupe comme idéologies de substitution à la faillite du mythe du progrès, y compris dans la version marxiste-léniniste du progrès émancipateur, en particulier dans le monde arabe où le panarabisme a fait faillite. Les fondamentalistes ont la prétention de revenir aux valeurs figées des origines mythiques, en principe du moins. Ils prétendent donc donner des réponses précises, et indiscutables lorsqu'elles font référence à des mythes religieux relatifs aux origines, aux questions angoissantes de l'époque. Et, comme l'indique Hobsbawm, aujourd'hui, l'absence même de programme précis des diverses variantes du nationalisme jouent en leur faveur. Au point que, en Europe même, n'importe quelle revendication locale, régionale, voire sectorielle contre la bureaucratie de l'Etat central, est susceptible, dès qu'elle le peut, d'endosser le costume national, de préférence dans la version culturelle et linguistique. En réalité, le nationalisme est le catalyseur de phénomènes plus profonds. Il est sans cesse alimenté par la désorientation des populations, traumatisées et parfois acculées à la simple survie par l'évolution catastrophique du capitalisme à l'échelle planétaire, atomisées et déracinées, avides de repères grâce auxquelles elles puissent donner sens à leur vie, du moins la supporter quelque peu. Là, les antiques relations familiales, claniques, tribales, religieuses, etc., peuvent jouer des rôles d'identification bien que, dans la réalité, elles soient depuis belle lurette ravagées par l'économie, absorbées par elle et servent même de base à la constitution de mafias comme le montre, entre mille autres, l'exemple des groupes séparatistes dans l'ex-empire soviétique.

L'identification nationale, l'intégrisme national même, quelles que soient les justifications délirantes qu'il puisse inventer, y compris religieuses, a alors pour fonction essentielle de désigner les boucs émissaires, les étrangers qui, comme étrangers, sont

L'ETAT NATION ET LE NATIONALISME

des ennemis en puissance et qui, à notre époque héritière de l'industrialisation forcée des Trente Glorieuses, campent même au cœur des Etats d'Europe. D'où le fond commun de toutes les variantes du nationalisme d'aujourd'hui : la xénophobie. Tous les Etats ont donc la partie facile pour persécuter les étrangers, les chasser, fermer leurs frontières, etc., même si, avec l'accélération de la mondialisation, ils sont en train de perdre des pans entiers de leurs fonctions traditionnelles.

LA FRANCE ET LE NATIONALISME

Nous ne pouvons conclure cette brève approche sans aborder la situation à laquelle nous sommes confrontés en France, situation que Hobsbawm ne fait qu'effleurer. En France aujourd'hui, il est de bon ton, face à la poussée de xénophobie de type fasciste, avec les connotations racistes qui lui sont propres, d'assimiler nationalisme et fascisme. Pour lutter contre la xénophobie, sanctionnée et aggravée par les mesures du pouvoir d'Etat, qui accentue l'antagonisme entre présumés nationaux et présumés étrangers, il faudrait affirmer l'intangibilité des principes de la démocratie. Tel est le credo de l'opposition spectaculaire à la menace fasciste, fascisme qu'elle réduit d'ailleurs de façon étroite à celui du parti de Le Pen. Mais c'est oublié, ou faire mine d'oublier, que les fameuses valeurs universelles de la citoyenneté, y compris en matière d'assimilation, sont en réalité singulières, caractéristiques de l'Etat nation tel qu'il s'est constitué en France au cours de l'histoire récente. Ce sont des valeurs nationales. C'est oublier aussi que leur réalisation a toujours été très élastique, subordonnée en priorité aux nécessités de l'économie nationale et de la raison d'Etat. Elles ont donc toujours été très restrictives, à l'exception de brèves périodes de l'histoire comme celle des Trente Glorieuses, où le capital national avait besoin de la force de travail d'origine étrangère, en provenance des colonies et des néo-colonies. Brandir le drapeau défraîchi de la prétendue république universelle contre tel et tel parti, tel et tel leader, même aussi démagogue que Le Pen, qui affirme lui aussi représenter les valeurs de la république, c'est, au mieux, ne rien comprendre à l'Etat nation et aux sources du nationalisme contemporain, c'est, au pire, partager les mêmes valeurs fondamentales. Pour preuve, il n'y a qu'à voir l'influence des idées de ce démagogue, non seulement chez les paysans et les boutiquiers, base habituelle de l'ultranationalisme en France, mais aussi chez ce qui reste des ouvriers.

La communauté de la classe ouvrière, qui s'était constituée avec l'industrialisation du pays, est en cours de dislocation, sur fond de crise du travail liée à la relative désindustrialisation. Or, en France, les valeurs de classe, malgré le potentiel de révolte qu'elles peuvent encore symboliser, sont depuis longtemps liées aux valeurs de l'Etat nation, protecteur de l'industrie nationale. Là, les thèmes sur la décadence nationale rencontrent des échos certains parce qu'ils correspondent à l'idée que ce font les ou-

L'ÉTAT NATION ET LE NATIONALISME

vriers français de leur propre décadence comme facteur indispensable à la mise en valeur du capital national. Entre la défense de l'économie nationale et la défense de la nation, il n'y a pas aujourd'hui de muraille de Chine, pas plus qu'il n'y en avait hier entre le socialisme national et le national socialisme. Les apôtres de la démocratie, parfois situés dans les milieux de la militance à prétention révolutionnaire, font mine de ne pas comprendre la généalogie du fascisme comme phénomène de masse. Ils dénoncent même parfois le parti ultranationaliste de Le Pen comme celui de la trahison des traditions républicaines de la France et cherchent à réchauffer l'idéologie putréfiée de la Résistance nationaliste au fascisme. Ils ne sauraient mieux avouer que le couple démocratie/nation est indissociable et dévoiler sur quelles bases ils comptent diriger et encadrer le spectacle de la résistance à genoux contre « la montée du fascisme ».

De plus, face à l'autoritarisme du pouvoir d'Etat, les déçus de la centralisation dans les régions périphériques sont quelque peu sensibles aux appels de sirène des autonomistes, voire des séparatistes. La désertification engendrée par la centralisation de l'économie, en particulier dans le domaine de la culture, relèverait de la responsabilité exclusive du pouvoir central. Face à la standardisation générale de la survie, de plus en plus atomisée, désespérée et vide de sens, le besoin de trouver des repères et de renouer avec la sociabilité passe par la valorisation de prétendues cultures particulières qui, en règle générale, sont présentées comme des traces de traditions populaires bridées par l'Etat. Et les gens qui y trouvent refuge sont prêts à oublier ce que de telles traditions avaient d'exclusif, de borné et d'autoritaire. Les naïfs partisans des leaders séparatistes jurent qu'il n'est question pour eux que de culture, rien que de culture. Mais, en l'occurrence, la culture est la poursuite de la politique par d'autres moyens. L'apologie des différences culturelles apparaît comme l'un des moyens essentiels pour les mobiliser derrière de tels leaders qui aspirent à conquérir du pouvoir, y compris par la violence, dans leurs zones d'influence régionales respectives et, bien entendu, à faire des affaires dans le cadre de l'Europe.

Le pouvoir d'Etat, fidèle à la tradition jacobine, est agacé par de telles gesticulations nationalistes. En même temps, il est prêt à lâcher du lest, voire à donner libre champ à certaines mafias nationalistes comme le montre l'exemple de la Corse. Désormais, le relativisme culturel est étendu aussi aux communautés d'immigrés originaires du Tiers-Monde. Sans nier les facteurs de solidarité qu'elles peuvent encore posséder, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur leurs côtés bornés, en particulier leur hiérarchie de type patriarcale, sur lesquels prennent appui les nationalistes, les derniers marxistes-léninistes et même les intégristes musulmans, nostalgiques de l'époque à jamais révolue où régnaient les califes dans le monde arabo-musulman. En France, de telles communautés apparaissent comme des valeurs refuges parce que le pouvoir d'Etat, en vertu du principe jacobin de l'assimilation individuelle, les disloque

L'ETAT NATION ET LE NATIONALISME

et même parfois les persécute comme telles. Mais de là à en faire des pôles de résistance radicale à l'Etat !

EN GUISE DE CONCLUSION

En France comme ailleurs, le nationalisme est moins que jamais susceptible d'apporter des solutions aux questions de fond que soulève l'évolution catastrophique de la société contemporaine. En règle générale, il détourne les individus, même ceux qui sont quelque peu révoltés par la condition qui leur est faite, de l'essentiel : la lutte contre le capitalisme. Il les illusionne sur la possibilité d'améliorer leur survie à condition qu'ils acceptent d'être identifiés aux diverses communautés nationales offertes sur le marché de l'idéologie, présentées de façon mythifiée et nostalgique comme autant de traces palpables de sociabilité précapitaliste. En réalité, de telles communautés, sous la houlette des leaders nationalistes, y compris religieux, les dominent, les utilisent et, en fin de compte, les privent de liberté. Nous sommes pour que les individus reprennent le chemin de la communauté, qui a déjà existé dans l'histoire de l'humanité, y compris en Europe, dans l'histoire récente, à travers les combats contre le capital et l'Etat. En ce sens, pas plus aujourd'hui qu'hier, les individus révoltés ne partent de rien pour réaliser leurs objectifs et leurs rêves. Ils prennent appui sur leur histoire. Mais la conquête de la liberté, liberté à la fois individuelle et collective, reste la condition primordiale de la sociabilité retrouvée. Lorsque la liberté est absente, la communauté n'a plus de sens. Elle est synonyme de domination. ■



**Pour correspondre avec l'auteur
et obtenir la brochure numérisée,
écrire à nuee93@free.fr**